



Liminaire

CSAL du 15/09/2026

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,

Nous souhaitons, en ouverture de cette instance, rappeler le contexte particulièrement préoccupant dans lequel les agents de la DGFIP exercent aujourd'hui leurs missions.

La situation géopolitique internationale connaît une nouvelle dégradation. Les tensions au Moyen-Orient et les perturbations du marché énergétique ont des conséquences directes sur notre quotidien. La hausse du prix des carburants en est l'une des manifestations les plus visibles.

Le Gouvernement reconnaît lui-même que les prix des carburants sont repartis à la hausse sous l'effet des tensions internationales et a été contraint de mettre en place ou de prolonger différents dispositifs d'aide. Mais derrière les chiffres et les dispositifs temporaires, il y a une réalité très concrète : ce sont une nouvelle fois les agents qui voient leur pouvoir d'achat amputé.

Pour les collègues qui doivent utiliser leur véhicule pour se rendre au travail, parfois sur des dizaines de kilomètres chaque jour, la hausse du carburant représente une dépense supplémentaire incontournable.

Et cette situation intervient alors même que les rémunérations des fonctionnaires connaissent une énième année blanche. Le point d'indice, qui constitue pourtant le socle de la rémunération des fonctionnaires, n'a pas été revalorisé en 2026. Une année sans revalorisation salariale dans un contexte d'inflation et de hausse des dépenses contraintes constitue, dans les faits, une baisse du pouvoir d'achat.

Il ne suffit pas de regarder l'évolution nominale du traitement. Ce qui compte pour les agents, c'est ce qu'il reste réellement à la fin du mois. Car pendant que les traitements stagnent, les dépenses augmentent : carburant, logement, alimentation, énergie, assurances, mutuelles, transports...

L'administration ne peut donc pas demander toujours davantage aux agents tout en acceptant que leur rémunération décroche.

La situation est d'autant plus paradoxale que l'État reconnaît lui-même les difficultés liées à la hausse des carburants.

Et les trajets domicile-travail ne doivent pas être oubliés. Un agent qui doit prendre sa voiture pour venir travailler n'est pas responsable de l'éloignement de son lieu d'affectation, du manque de transports collectifs ou des réorganisations successives des services.

À la DGFIP, les restructurations, suppressions d'emplois et réorganisations ont également contribué à éloigner certains agents de leur domicile et à augmenter leurs temps de trajet.

Il est donc indispensable d'avoir une véritable politique de prise en compte des déplacements domicile-travail et du coût réel qu'ils représentent pour les personnels.

Nous refusons également que la réponse apportée à cette situation consiste uniquement en des mesures ponctuelles ou en des dispositifs individuels.

Ce que nous revendiquons, c'est une véritable revalorisation collective des rémunérations.

Cela passe notamment par :

- une revalorisation significative et pérenne de la valeur du point d'indice ;
- une augmentation des rémunérations permettant de rattraper les pertes de pouvoir d'achat accumulées ;
- une revalorisation des indemnités et remboursements liés aux déplacements ;
- une meilleure prise en charge des frais de transport domicile-travail ;
- une revalorisation des remboursements liés à la restauration et aux frais de mission ;
- et plus largement, une politique salariale à la hauteur des missions exercées par les agents publics.

Car il ne faut pas oublier l'essentiel : sans les agents, il n'y a pas de service public.

À la DGFIP, les personnels continuent d'assurer des missions essentielles : recouvrement de l'impôt, contrôle fiscal, accueil des usagers, gestion comptable publique, lutte contre la fraude, accompagnement des collectivités et des entreprises.

Dans un contexte où les attentes vis-à-vis de la DGFIP ne cessent d'augmenter, il est pour le moins contradictoire de demander toujours plus aux agents tout en leur accordant toujours moins de moyens et en laissant leur rémunération perdre progressivement de sa valeur.

Nous ne voulons pas d'une année blanche pour les fonctionnaires qui se transformerait en année noire pour leur pouvoir d'achat.

Après les cyberattaques de cet été, la DGFIP est dans l'oeil du cyclone médiatique. Et c'est ce moment, alors que la tension est extrême, que vous choisissez pour mettre en place à marche forcée, la suppression du chèque comme moyen de paiement pour les professionnels et les particuliers en 2027. De fait, vous nous mettez toutes et tous en grand danger. Nous vous demandons solennellement d'exiger le retrait de cette mesure. La CGT organisera une conférence de presse dans ce sens.

Le très faible taux de participation aux formations obligatoires (43 % pour le parcours d'acculturation au numérique et 27 % pour la facturation électronique) devrait également vous interroger sur la pertinence des délais imposés et les modalités de ces formations ; il est révélateur de la déconnexion de la Direction Générale d'avec les réalités du terrain. Les agents ne trouvent plus le temps de se former. Et la menace de privation d'un outil de travail, dans le cas de l'assistant IA, crée un précédent managérial dangereux. Car ces méthodes de pression ne font qu'accroître les risques psychosociaux et interviennent dans un contexte de développement d'un management toxique qui dépasse toutes les limites : humiliation, intimidation, dénigrement ... à Voiron, à La Côte St André, à St Marcellin. Ailleurs les remontées que nous avons des services confirment ce climat délétère et anxiogène.

Les agents publics ne doivent pas être la variable d'ajustement des politiques budgétaires. Nous demandons donc à l'administration et au Gouvernement de prendre la mesure de la situation et d'apporter des réponses à la hauteur des difficultés rencontrées par les personnels.

Les agents ont suffisamment donné. Il est temps maintenant de leur rendre ce qui leur est dû : des salaires à la hauteur de leurs missions et des conditions de travail dignes du service public qu'ils font vivre chaque jour.